

DE LA DÉMOCRATIE À LA BASE :

COUTUME ET MILITANTISME KANAK DANS LES ANNÉES 1985-1986

Le 18 novembre 1984, la Nouvelle-Calédonie vient à la une de l'actualité suite au boycott actif des élections par les Kanak indépendantistes. Qui n'a pas encore en mémoire la photo d'Éloi Machoro reproduite dans de nombreux journaux, brisant l'urne dans un bureau de vote à Thio ? Qui ne se souvient des barrages des routes de l'intérieur ? Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi personne n'a pris au sérieux les menaces de boycott annoncées longtemps à l'avance ? Comment les Kanak, avec tout compte fait peu de moyens, ont-ils réussi un tel blocage de la Nouvelle-Calédonie ?

Pour comprendre cela, il faut revenir quelque peu en arrière. En mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République française. En Nouvelle-Calédonie, il a remporté 35 % des voix. Pour une grande partie des Kanak indépendantistes, cette arrivée à la tête de l'État d'un président membre du parti socialiste¹ laisse augurer que leurs revendications seront enfin prise en compte. Il est vrai qu'au début, une période de dialogue a abouti à un certain nombre de mesures concrètes dont la création de l'impôt sur le revenu et aux sept ordonnances de 1982² ; elle aura permis aussi l'alliance du front indépendantiste (FI) avec le parti centriste caldoche, la FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne). C'est ainsi que le nouveau conseil de gouvernement élu le 18 juin 1982, qui comporte quatre FI, deux FNSC et un RPCR, porte Jean-Marie Tjibaou à la vice-présidence. Mais les espoirs des indépendantistes disparurent vite.

¹ « Le projet socialiste de 1980 estime toujours que "si les peuples d'outre-mer expriment le souhait d'accéder à l'indépendance, le parti socialiste au pouvoir leur en assurera la possibilité selon les modalités par eux choisies, tout en offrant l'établissement de liens avec la France dans le cadre d'une structure mutuellement consentie" (*Le Monde*, 22 octobre 1981) » (Gabriel et Kermel, 1985 : 113). Ainsi, un document commun rédigé par le PS et une délégation du FI venue le rencontrer en mars 1981 mentionne : « "Le parti socialiste et le front indépendantiste condamnent la politique colonialiste que la majorité mène en Nouvelle-Calédonie, qui se traduit particulièrement par l'opposition à l'émancipation politique . [...] Le front indépendantiste a exprimé la juste revendication d'indépendance du peuple kanak et sa volonté de garantir les droits fondamentaux de l'homme dans l'indépendance. Le parti socialiste a exprimé sa pleine solidarité au front indépendantiste dans la lutte qu'il mène contre la politique de la droite et il a affirmé sa volonté de soutenir et de garantir le droit du peuple kanak à décider de son avenir." (*L'Avenir calédonien*, bulletin de l'Union calédonienne, n° 912, 8 juin 1984. Cette déclaration a été signée par les membres de tous les courants du PS.) [...] Les espoirs des dirigeants et militants du FI sont alors confortés par les déclarations électorales des responsables du PS. Ainsi, en mai 1981, Joseph Franceschi, député du Val-de-Marne et délégué national du PS aux DOM-TOM, déclare : "Je suis sûr que le futur gouvernement aura à cœur, dès son entrée en fonction, de porter une attention toute particulière aux problèmes de nos compatriotes d'outre-mer." (*Le Monde*, 14 mai 1981) » (Gabriel et Kermel, 1985 : 116-118).

² Les sept ordonnances promulguées entre octobre et décembre 1982 permettent à l'État d'intervenir directement dans des domaines de compétence traditionnelle du parlement ou des institutions territoriales. À côté des réformes concernant le droit du travail, le régime minier et l'installation d'assesseurs coutumiers auprès des tribunaux, trois offices d'État sont ainsi créés : l'Office foncier chargé de mener une redistribution des terres par leur rachat aux colons pour les réattribuer aux collectivités kanak, l'Office de développement de l'intérieur et des îles (ODIL qui remplace le FADIL) et l'Office culturel, scientifique et technique canaque.

« La gauche une fois au gouvernement a commencé sur cette question comme sur bien d'autres à renoncer à son programme électoral sous la pression de la droite et surtout de sa propre assimilation des règles et des nécessités de la gestion de l'État, des institutions de la V^e république et des intérêts de l'impérialisme français. » (Gabriel et Kermel, 1985 : 121).

Certes, la table ronde de Nainville-les-Roches en juillet 1983 – qui réunit entre autres autour de Georges Lemoine des conseillers territoriaux (cinq RPCR, deux FNSC et cinq FI), les deux députés Jacques Lafleur et Rock Pidjot et son sénateur Lionel Cherrier – affirme pour la première fois « la reconnaissance de la légitimité du peuple kanak, premier occupant du territoire » se voyant reconnaître « en tant que tel un droit inné et actif à l'indépendance ». Mais cela ne fut guère suivi d'effet et le statut d'autonomie interne proposé par Georges Lemoine alors secrétaire d'État au DOM-TOM en 1984 ne répond pas aux attentes légitimes des Kanak indépendantistes du FLNKS. D'où la démission du député Rock Pidjot du groupe socialiste auquel il était apparenté³ et le boycott actif des élections pour la mise en place de ce statut dit Lemoine.

La mise en œuvre du 18 novembre 1984 avait été précédé par la création du FLNKS (front de libération nationale kanak socialiste) les 22,23 et 24 septembre 1984. Et le boycott n'avait été rendu possible que grâce au fonctionnement à la base du FLNKS. Celui-ci était structuré en comité de lutte (CL) par commune et en section de base correspondant à l'échelon des tribus. Chacune de ces instances respectait également la représentativité de toutes ses composantes – le FLNKS étant le regroupement de plusieurs groupes de pression indépendantistes dont des partis, des syndicats.... L'activité militante était incessante et de nombreuses réunions, de la base aux instances de décision, permettaient d'assurer un fonctionnement à la fois démocratique et reposant sur une démarche proche de l'organisation sociale. Je vais en donner quelques exemples, en reprenant la préparation par les instances du FLNKS, durant le deuxième semestre 1985, des élections pour la mise en place des régions Fabius-Pisani. La rigueur mise en œuvre par les comités de lutte à la base comme la conduite des débats lors des mini-congrès nous renseignent à plus d'un titre et nous révèlent comment concrètement le peuple kanak arrive à surmonter les nombreuses difficultés auxquelles il a à faire face et l'importance de son degré d'auto-organisation. D'ailleurs, l'organisation et le déroulement d'un congrès ressemblent à ceux de toutes cérémonies coutumières, que ce soit un mariage ou un deuil... autant d'occasions de rassemblement qui donnent lieu à de nombreux et longs préparatifs.

Prenons l'exemple du deuxième mini-congrès de la région centre-sud comprenant les régions kanak xârâcùù, aijë et dumbéa qui s'est tenu à Yaté (tribu de Waho) le 27 juillet 1985. Les quatre sections de base du comité de lutte de Yaté – Unia, Waho, Tuauru et Goro – se sont réunies trois semaines à l'avance pour se répartir les tâches : assurer la sécurité des congressistes, l'animation des débats, l'accueil des congressistes en terme de logements et nourritures... Ainsi, par des réunions à la base, les tâches étaient réparties entre différents

³ C'est dire aussi les espoirs qu'ils avaient mis dans l'accession de la gauche socialiste au gouvernement.

groupes : les uns – pêcheurs – fourniraient les poissons, tortues et vaches marines ; d'autres iraient tuer et dépecer du bétail ; d'autres encore apporteraient «la nourriture», c'est-à-dire les tubercules (ignames, taros, patates douces...) et bananes ; des jeunes seront chargés des corvées de bois ; d'autres de collecter la vaisselle nécessaire, etc. Une équipe préparera la nuit précédant la réunion les bougnas. Et toutes les équipes ainsi constituées continueront leur travail (cuisine, vaisselle et sécurité) durant toute la durée de la réunion, ce qui mobilisent les énergies de tous, hommes et femmes, jeunes et vieux. Lorsque tout sera terminé et que les délégations seront reparties, il faudra encore au moins une journée, souvent appelée «le balai» qui consiste en la remise en état du lieu où s'est déroulé le rassemblement et au cours de laquelle les organisateurs font le bilan des journées passées.

Au niveau des débats, les questions mises à l'ordre du jour⁴ ont été débattues préalablement par toutes les instances à la base du FLNKS. De nombreuses réunions ont donc rassemblées les militants, depuis les sections base, en passant par les CL jusqu'aux réunions par aires linguistiques pour arriver aux mini-congrès par régions. À cette dernière instance, chaque CL a mandaté ses délégués. Après discussion et prises de décision, les délégués retournent rendre compte au niveau de leur CL, puis au niveau des sections de base. Et ainsi, les militants à la base commencent à préparer la prochaine réunion, le prochain congrès. Ce va-et-vient permanent de la base au sommet et vice-versa nous rappelle également les relations qui lient dans la structure sociale kanak les sujets et leurs chefs, ces derniers n'étant souvent rien sans les premiers, comme tout Kanak aime à le rappeler.

Cela nous évoque également la façon dont toute cérémonie coutumière est préparée. D'abord, au sein de l'unité familiale, on prépare les dons que l'on doit présenter (morceau d'étoffes, tabacs, billets et/ou monnaies kanak, robes, chemises, pantalons...et les sacs de riz, de sucre, etc. qui seront joints aux provisions que sont les ignames et bananes). Puis on se rend au niveau supérieur, dans le lignage ou le clan où sont ainsi centralisées toutes les participations familiales. Et ainsi de suite jusqu'au niveau supérieur, qui selon les cas sera un rassemblement de quelques lignages frères ou le grand clan dans son entier. De là, une fois toutes les coutumes combinées, on se rend au lieu de la célébration coutumière, soit en tant que membres de la maison et nos présents sont alors mis avec ceux qui se trouvent déjà là, soit en tant qu'invités, et alors nos présents sont donnés aux gens de la maison pour le bonjour et l'entrée dans leur cour. Et, lorsque tout sera terminé, les contre-dons seront redistribués en sens inverse, de l'unité la plus large jusqu'à l'unité domestique.

Lors de ce mini-congrès, les délégués devaient déterminer les critères pour le choix des candidats aux élections régionales et établir une liste de candidats. Pour ce faire, chaque CL a

⁴ Étaient à l'ordre du jour de ce mini-congrès : 1. Le recensement des électeurs FLNKS par communes. . Ma constitution des listes de candidats selon certains critères. 3. La création d'une structure régionale FLNKS de coordination et de contrôle des futurs élus. 4. Les projets de société. 5. Les programmes électoraux et le développement de la campagne électorale.

retenu son ou ses candidats en fonction des critères suivants : être un militant actif, avoir une bonne connaissance de la coutume et y être bien inséré, être capable de défendre les positions du FLNKS, être représentatif de sa région et respecter le non-cumul des mandats... On essaie dans la liste finale de respecter une représentativité équilibrée tant des «régions kanaky» que des divers groupes de pression. Et, dans un souci de démocratie la plus large possible, les délégués des CL ont posé le problème de la création, dans le cadre de la situation nouvelle de participation aux institutions, d'une nouvelle instance du FLNKS qui permettra une coordination et un contrôle des travaux des élus au niveau de la région, afin d'assurer une liaison constante entre la base du mouvement et ses instances dirigeantes et ses élus.

Ainsi, dans toute l'organisation de la lutte et du travail du FLNKS, les CL ont joué un rôle prépondérant et moteur. Au départ (nommés tout d'abord comité locaux), ils étaient chargés d'impulser la mobilisation populaire sur le terrain, étant en cela le rouage essentiel du mouvement indépendantiste (décision du congrès de Nakéty en février 1985) ; puis ils ont servi d'appui et de relais, au moment de la participation du FLNKS aux institutions, avec comme structure intermédiaire, entre les élus des régions et les CL, les CCC (comité de contrôle et de coordination) mis en place au congrès de Oundjo en novembre 1985. Les réunions de CL étaient souvent hebdomadaires. Elles réunissaient autour des représentants de chaque groupe de pression présent dans les communes, toutes personnes y résidant, hommes, femmes et enfants compris. Généralement, c'étaient les hommes qui menaient activement les réunions ; les femmes y étaient au second plan ou parfois juste à l'extérieur de la maison commune où se passait la réunion. Outre ce partage sexuel de l'assemblée, on retrouvait également celui en fonction de l'âge et les plus jeunes se mettaient ensemble face aux plus âgés. Mais, quoi qu'il en soit, il n'était pas rare de voir une femme s'exprimer devant tous sur une des questions traitées. Et parfois, il n'était pas plus facile pour les jeunes hommes de prendre la parole devant leurs aînés qu'ils devaient parfois contredire car en désaccord sur un point à l'ordre du jour. Ainsi, si les CL reproduisait d'une certaine façon la répartition sexuelle et en classe d'âges, il n'en demeure pas moins que ce fut pour beaucoup l'occasion de prendre des nouvelles responsabilités.

Ce militantisme à la base se retrouvait aussi dans l'élaboration de nombreux projets de développement économique, suite à la motion du congrès de Nakéty en février 1985 concernant la mobilisation économique des militants en vue de l'autosuffisance. Ainsi, comme nous l'avons montré ailleurs (Leblic, 1993), l'investissement des membres des comités de lutte dans l'action politique et la revendication indépendantiste passait également par leur mobilisation au sein de structures à vocation économique tels que des coopératives ou groupe d'intérêt économique (GIE). À la fin des années 1990, par exemple, la commune de Ponérihouen comptait dix magasins coopératifs situés en tribus, dont neuf créés à la suite des événements, pour douze tribus que compte la commune. Ceux-ci étaient pris en charge par les membres des sections de base du CL de Ponérihouen.

Un autre point commun avec toute assemblée ou cérémonie réside donc, comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, dans l'accueil des participants. Tout délégation arrivant au lieu de réunion présente toujours un geste (don coutumier composé d'étoffes, tabac et argent), accompagné d'un petit discours, pour demander à entrer dans le lieu de la réunion.

« C'est la coutume, l'instant de la coutume. Dans l'espace vide au milieu de notre cercle, ont été entassés des paquets de cigarettes, des "tabacs-bâtons", bâtonnets de tabacs, brut et compact, quelques billets de francs CFP, et surtout des *manus*, ces longues et minces pièces d'étoffe, symboles des liens entre les hommes. Tous ces objets ont été apportés par chacun d'entre nous. Ils sont le signe du respect que nous nous devons tous, que nous devons aussi à cette terre, la terre du vallon qui nous accueille. [...] »

– Ce tabac-là, ces *manus*, c'est pour demander d'être là aujourd'hui, demain. L'herbe va être foulée, les gens ont rester là, c'est pour demander pardon pour tout ça. Et puis le soleil qui est là, on veut lui demander de rester aussi, pour que les gens puissent bien travailler. » (Tristan, 1990 : 30)

La seule différence notable entre les deux types de rassemblement réside dans le fait que pour celles politiques, les «coutumes d'arrivée» se terminent le plus souvent par la levée du drapeau de Kanaky :

« Dix, vingt, peut-être trente voix viennent de sortir de nulle part, tâtonnantes, dispersées. Elles se cherchent, se trouvent, puis s'épousent et s'orchestrent en canon. [...] nous oblige à regarder ce drapeau qui, lentement, par à-coups imperceptibles, se hisse le long du mât. Ce chant est un hymne qu'on finira par me traduire : "*En ce carrefour ici. Nous marions nos forces, Kanaky. Pour nous battre, cœur à cœur, Kanaky. Et enraciner en notre terre, Kanaky. La parole qui te fera surgir, Kanaky.*" Quand il s'achève, Kanaky flotte au-dessus de nos têtes : vert comme la terre nourricière, rouge comme le sang des hommes qu'elle porte, bleu comme l'univers qui les entoure, jaune comme l'astre de vie. Au centre du soleil dessiné, enfin, une flèche faitière a été rajoutée : symbole du Kanak et de son histoire. Le drapeau claque un instant, puis la brise retombe, et l'étoffe s'affaisse. La convention du FLNKS va s'ouvrir, la magique fusion s'effacer. » (Tristan, 1990 : 30-31)

Après avoir déposé son geste d'entrée, toute délégation passe par la table où thé et café attendent les nouveaux-venus. En cela, rien ne diffère de toute coutume d'arrivée où, une fois le présent accepté par les maîtres de la maison, les arrivants sont toujours conviés à boire un café ou un thé.

De la même façon, toute réunion se termine par les contre-dons, identiques en nature et en quantité à ceux reçus, et les discours d'au revoir et de remerciements, et la rentrée du drapeau. Ces discours contiennent, en plus des paroles classiques de bienvenue ou de remerciements selon les cas, des considérations sur l'unité du peuple kanak en lutte pour son indépendance. Si les cérémonies coutumières rassemblent des groupes de famille apparentés ou en alliance avec la personne au centre de la célébration, en répartissant toujours les personnes en deux groupes, d'un côté les «maîtres de la maison» ou les paternels – *apooro wâ* en paicî – et de l'autre les utérins ou invités – *tépwö* en paicî –, tout rassemblement politique se fait sur les mêmes bases, les maîtres de la maison étant les gens du lieu accueillant, et les invités les différentes délégations qui arrivent. De façon générale, on recherche dans chacune d'entre elles la personne qui est la plus habilitée à parler aux hôtes, en fonction de ses liens coutumiers avec les gens de la région. En cela, on respecte encore les chemins coutumiers. Mais de façon plus globale, on peut dire que les délégations – comme les clans – s'adressent aux gens du cru et aux responsables politiques du FLNKS – comme aux chefs et maîtres de la

terre. En cela, en dehors de leur diversité régionale et linguistique, ils construisent aussi leur unité nationale kanak.

Isabelle Leblic, ethnologue au CNRS-LACITO, UMR 7107 (Villejuif)

Bibliographie

Bwenando, journal du FLNKS, Nouméa.

Gabriel Claude et Vincent Kermel, 1985. *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake*, éd. La Brèche, PEC, Montreuil, 239 p.

Kanaky, journal de l'ASDPK (association information et soutien aux droits du peuple kanak), Paris, n° 0 à 33, oct. 1985 à jan. 1999.

Leblic Isabelle, 1993. *Les kanak face au développement. La voie étroite*, Presses universitaires de Grenoble (PUG), Grenoble, 420 p.

Tristan Anne, 1990. *L'autre monde. Un passage en Kanaky*, éd. Gallimard, coll. Au vif du sujet, Paris, 294 p.